

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 17 novembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de  
Promotion des Investissements Privés (PPIP)  
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion  
De l'Investissement et des Grands Travaux  
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

**Madame l'Administrateur,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés et des contrats financés sur ressources internes et signés par le Centre National d'Éducation Populaire et Sportive pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats du Centre National d'Éducation Populaire et Sportive avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les réserves ci - après:

- aucune procédure formelle de mise en concurrence n'a été initiée par le CNEPS pour l'attribution de ses marchés. Lesdits marchés ont été octroyés, pour les fournitures de bureaux, matériels et produits d'entretien d'un montant global estimé à 15 181 536 F CFA, à un groupe de fournisseurs agréés par le Gouverneur de la Région de Thiès (cf. circulaire 268/GRT/CRF/TH) au terme d'une demande de renseignements et de prix organisée au niveau régional;

- les marchés relatifs aux articles non référencés dans la circulaire N° 0268 /GRT/CRF/TH d'un montant global estimé à 16 936 069 F CFA ont été attribués sans consultation préalable d'au moins cinq fournisseurs comme l'exige le NCMP.

A notre avis, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

## SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	7
1.3	Tableau Récapitulatif des Violations du NCMP par marché	8
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	10
2.1	Contexte de l'intervention	10
2.2	Objectifs de la mission	10
2.3	Tâches du consultant	11
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	13
3	Approche méthodologique	15
3.1	Revue des textes	15
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	16
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	16
4	Résultats de nos travaux	19
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	19
4.2	Examen des marchés	20

## **Liste des abréviations et sigles**

ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CNEPS	Centre National d'Education Populaire et Sportive
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PPM	Plan de Passation des Marchés
RAPEV	Rapport d'Evaluation
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **SECTION 1**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1. SYNTHESE DES NON CONFORMITES IDENTIFIEES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS**

### **1.1 NON CONFORMITES IDENTIFIEES**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES</b>
<p>Les anomalies identifiées se présentent comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. aucune procédure formelle de mise en concurrence n'a été initiée par le CNEPS pour l'attribution de ses marchés. Lesdits marchés ont été octroyés, pour les fournitures de bureaux, matériels et produits d'entretien d'un montant global estimé à 15 181 536 F CFA, à un groupe de fournisseurs agréés par le Gouverneur de la Région de Thiès (cf. circulaire 268/GRT/CRF/TH) au terme d'une demande de renseignements et de prix organisée au niveau régional;</li><li>2. les marchés relatifs aux articles non référencés dans la circulaire N° 0268 /GRT/CRF/TH d'un montant global estimé à 16 936 069 F CFA ont été attribués sans consultation préalable d'au moins cinq fournisseurs comme l'exige le NCMP ;</li><li>3. les principes de séparation des fonctions indispensables à la mise en œuvre d'un contrôle interne efficace ne sont pas respectés puisque le Directeur du CNEPS en sa qualité d'Administrateur des Crédits est à l'origine de l'émission des Bons d'Engagement, préside la Commission de Réception, liquide et certifie les factures. Ce cumul de fonctions n'est pas un gage de transparence des opérations de passation des marchés. Il conviendrait que le Directeur ne soit pas membre de la Commission de Réception.</li><li>4. non respect des dispositions de l'article 6 du NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice.</li></ol>

## 1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

Les principales recommandations formulées pour palier les dysfonctionnements identifiés lors de notre revue sont résumées ci- après :

1. les responsables de la passation des marchés au niveau du Centre National d'Éducation Populaire et Sportive devraient s'approprier et appliquer à la lettre et avec toute la bonne foi et la sincérité requises le NCMP et plus particulièrement dans ses dispositions relatives aux conditions d'accès à la commande publique et à la transparence du processus de sélection des prestataires consultés ;
2. respecter les conditions relatives à l'article 77 du NCMP ;
3. mettre en place une organisation adéquate en évitant le cumul des fonctions ;
4. se conformer aux dispositions de l'article 6 du NCMP en veillant à une bonne planification des activités lors de la mise en œuvre de la procédure budgétaire pour la mise à jour du PPM.

### 1.3 TABLEAU RECAPITULATIF DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

<b>Non conformités identifiées sur les marchés revus</b>	<b>Fournitures de bureau</b>	<b>Consommables Informatiques</b>	<b>Autres fournitures</b>	<b>Entretien et réparation véhicules</b>	<b>Autres achats biens et services</b>
Montants en F CFA TTC	9 692 550	1 788 998	13 206 037	215 992	5 213 928
Violation des dispositions de l'article 6 du NCMP sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√	√	√	√
Violation des dispositions des articles 43, 44 et 45 sur les conditions d'accès à la commande publique	√	√	√	√	√
Violation de l'article 68 portant sur la recevabilité, l'analyse, l'évaluation et la comparaison des offres	√	√	√	√	√
Violation de l'article 77 du NCMP relatif à la procédure des DRP	√	√	√	√	√



## **SECTION 2**

### **CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

### **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

## 2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ;

budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP)
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés
- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP.
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

## **2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION**

1. Le Consultant devra produire
  - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
  - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

### **SECTION 3**

#### **APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### **3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

#### **3.1 REVUE DES TEXTES**

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant règlement général sur la Comptabilité Publique.

### **3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre National d'Éducation Populaire et Sportive pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place en application des dispositions de l'article 35 du NCMP (CM, CPM), des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

### **3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

- sélection à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, et conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,
- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,



- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

## **SECTION 4**

### **RESULTATS DES TRAVAUX**

## 4 RESULTATS DE NOS TRAVAUX

### 4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES.

Le Centre National d'Éducation Populaire et Sportive a été créé par Ordonnance n°60-40 du 22 octobre 1960. Erigé en Direction Nationale en juin 1993, le Centre National d'Education Populaire et Sportive est la structure de formation des cadres moyens d'éducation physique et populaire ainsi que du personnel d'animation.

Le CNEPS est administré par un conseil de gestion présidé par un directeur assisté de cinq chefs de division :

- la division de la Formation ;
- la division de la Recherche et de l'Innovation Pédagogique ;
- la division des Projets et Sports ;
- la division des Services et Stages ;
- la division des Ressources Humaines et de l'Action Sociale.

Le Directeur s'appuie sur cinq organes :

- le conseil de gestion ;
- le conseil de direction ;
- le cercle de qualité ;
- le comité scientifique et technique ;
- le comité de concertation.

Le CNEPS est un centre permanent d'entraînement et de formation des sportifs de haut niveau et des instructeurs (entraîneurs de haut niveau) et à ce titre :

- participe à la formation initiale et continue des cadres des métiers du sport, de l'éducation populaire et de l'animation (maîtres d'EP) ;
- entreprend des actions d'étude et de recherche avec l'ensemble des partenaires concernés ;
- contribue à l'animation sportive nationale et régionale ;
- concourt au développement communautaire et à la communication sociale ;
- met en œuvre la demande des organismes, des fédérations et des partenaires au développement des stages de formation continue dans les domaines sportifs et socio-éducatifs ;

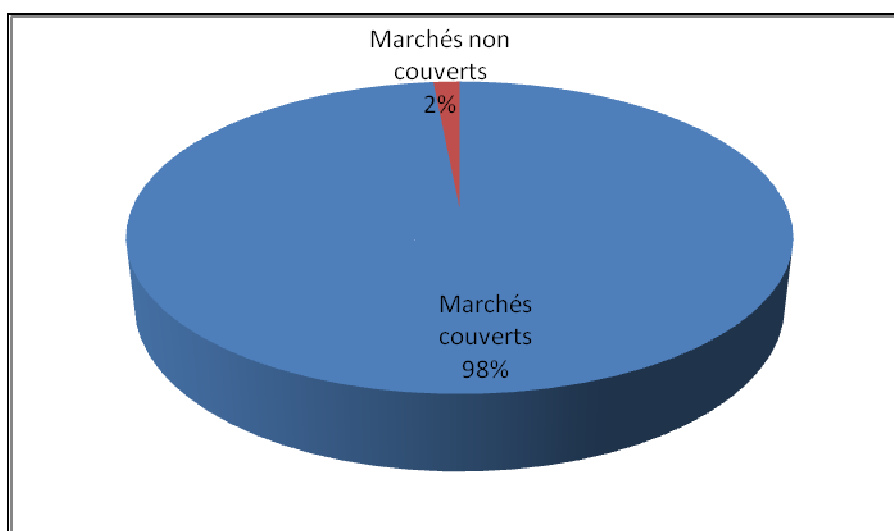
#### **Rappel des seuils applicables au CNEPS en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	25	250	100	800
Fournitures et services	15	150	40	400
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

Pour les besoins de nos travaux, nous avons exploité les notifications de crédits autorisés au titre de la gestion 2008 et l'état d'exécution budgétaire et avons sélectionné, sur base de sondage, les opérations les plus significatives réalisées par le Centre National d'Éducation Populaire et Sportive au cours de l'exercice sous revue qui se présentent comme suit :

Article	Paragraphe	Ligne	Libellés	Crédits LFI 2008	Dépenses	Marchés couverts	Marchés non couverts
62	1	1	Fournitures de bureau	9 693 000	9 692 550	9 692 550	-
62	1	3	Consommables informatiques	1 789 000	1 788 998	1 606 983	182 015
62	1	9	Autres fournitures	15 207 000	13 206 037	13 206 037	-
62	2	6	Entretien et réparation véhicules	216 000	215 992	-	215 992
62	9	9	Autres achats biens et services	5 215 000	5 213 928	5 154 928	59 000
<b>Total</b>				<b>32 120 000</b>	<b>30 117 505</b>	<b>29 660 498</b>	<b>457 007</b>
<b>Taux de couverture</b>				<b>98%</b>			



Les anomalies identifiées dans les dossiers examinés se présentent comme suit :

- outre les souches des bons d'engagement, les dossiers qui nous ont été présentés ne comportaient que des copies des factures liquidées et certifiées et des procès verbaux de réception. Aucun élément relatif à une procédure de consultation n'est joint au dossier,
- il convient de constater que les principes de séparation des fonctions indispensables à la mise en œuvre d'un contrôle interne efficace ne sont pas respectés puisque le Directeur du CNEPS en sa qualité d'Administrateur des Crédits est à l'origine de l'émission des Bons d'Engagement, préside la Commission de Réception, liquide et certifie les factures. Ce cumul de fonctions n'est pas un gage de transparence des opérations de passation des marchés. Il conviendrait que le Directeur ne soit pas membre de la Commission de Réception.